

# Sur Linkebeek, le MR veut éviter «le piège à cons» tendu par l'opposition

## LE RÉSUMÉ

La tutelle régionale flamande a désigné un bourgmestre flamand en remplacement de Damien Thiéry à Linkebeek.

Le MR veut éviter que le feu communautaire se propage au niveau fédéral et qu'un conflit ouvert éclate avec son partenaire de la N-VA.

L'image du MR protecteur des francophones de la périphérie souffre.

MARTIN BUXANT

À ce stade, ce n'est plus de carrousel qu'il faut parler mais carrément de fête foraine tant la saga communautaire linkebeekoise – du nom de cette petite commune à la périphérie sud de Bruxelles – s'apparente à un vaudeville où nominations et mises à l'écart se succèdent à grande vitesse.

Lundi soir, le conseil communal de Linkebeek s'est réuni dans une ambiance surchauffée, en présence de 300 à 350 personnes qui n'ont pas toutes pu assister à une séance inédite, présidée par l'ex-bourgmestre Damien Thiéry, en présence du nouveau bourgmestre issu de la minorité néerlandophone, Eric De Bruycker. Au-delà des applaudissements ou des cris, la soirée n'a été émaillée d'aucun incident significatif. La séance fut très brève, l'ordre du jour étant rapidement épuisé. Après le vote, les conseillers communaux de la majorité ont quitté la salle pour protester contre la nomination d'un bourgmestre non soutenu par la majorité, une démarche qu'ils jugent anti-démocratique. Faute de quorum, Damien Thiéry a ensuite levé la séance.

Rétroactes: dimanche, la ministre N-VA de l'Intérieur Liesbeth Homans a procédé à la désignation d'un nouveau bourgmestre pour Linkebeek. Eric De Bruycker est flamand, issu de la microscopique opposition à la liste Thiéry (2 sièges sur 15) et a été élu en 2012 avec 168 voix de préférence. Voilà l'homme. Et il a prêté serment ce lundi. Inutile d'écrire

qu'Eric De Bruycker ne saura pas faire fonctionner une commune à 85% francophone, largement acquise à la cause de son bourgmestre libéral francophone. De Bruycker aura le plus grand mal à réunir une majorité et rapidement, la commune va devenir ingouvernable.

## «Un coup d'État»

On doit donc s'attendre à un tour de carrousel supplémentaire puisque la ministre flamande de tutelle garde en poche la possibilité de nommer un bourgmestre hors du conseil communal. Mais même avec ce tour de passe-passe juridique, politiquement, on voit mal comment

une future personnalité extérieure au conseil communal récoltera l'assentiment d'une majorité des conseillers. L'affaire promet donc d'être longue: Thiéry – battu deux fois par la Chambre bilingue du Conseil d'État, tout de même – va se pourvoir devant toutes les juridictions possibles et imaginables – jusqu'au Conseil de l'Europe, pour empêcher ce qu'il estime être «un coup d'État antidémocratique».

Mais hors des considérations locales et juridiques, politiquement, l'affaire pourrait (et peut) prendre une sale tournure pour le Mouvement réformateur. Les partis d'opposition francophones ont trouvé là le bâton qu'ils cherchaient pour battre les libéraux francophones et souligner que de trêve communautaire, au vrai, il n'est jamais question avec la N-VA dans les parages... Et ça fait mal, singulièrement à Bruxelles et dans la périphérie bruxelloise...

Du coup, ces libéraux accusés de lâcher un des leurs dans les griffes nationalistes flamandes font feu sur plusieurs lignes. Il faut à tout prix éviter d'importer le malaise dans la majorité fédérale. «On ne tombera pas dans le piège à cons tendu par les socialistes et leurs sbires du PS et du cdH, fulmine un responsable libéral. Que Di Rupo vienne aujourd'hui nous donner des leçons en matière de respect des droits des francophones alors qu'il n'a rien fait quand il était aux commandes, c'est culotté».

Damien Thiéry, lui-même, confirme volontiers: «Di Rupo ne s'est jamais soucié de mon cas, assure-t-il.

*C'est un peu facile de venir aujourd'hui se faire de la publicité sur mon dos. Même chose pour le cdH et pour Main-gain, c'est encore pire».*

Le MR, donc, slalom. Au gouvernement fédéral, le Premier ministre Michel ne s'estime pas compétent pour traiter le différend: «Purement régional flamand», martèle-t-on dans son entourage tandis qu'Olivier Chastel, le président, doit, lui, assurer les arrières de la boutique bleue. En soutenant Thiéry dans les recours qu'il va lancer et organiser contre la décision de la N-VA.

## Acharnement?

Voilà donc les libéraux contraints à un délicat exercice de funambulisme. D'autant que dans leurs rangs demeurent certaines figures de proue très attachées aux électeurs de la périphérie bruxelloise... Suivez le regard: le vice-Premier ministre, Didier Reynders, un proche de Damien Thiéry, commence doucement à trouver que la coupe est pleine. Et que la N-VA ferait bien de la vider.

La N-VA, justement. Pourquoi donc un tel acharnement? Eh bien, les nationalistes flamands, eux, ne considèrent pas du tout la décision de Homans comme un acharnement quelconque. Thiéry a été battu deux fois devant le Conseil d'État, rappellent-ils, il n'y a donc même pas matière à discuter. C'est même un bon dossier pour la N-VA qui est harcelée sur son extrême droite par le Vlaams Belang: pas question que Liesbeth Homans, elle qui est appelée à rester sur le devant de la scène nationaliste encore pas mal de temps, apparaisse en retrait par rapport à ses deux prédécesseurs: Marino Keulen et Geert Bourgeois. Tant le libéral flamand que le nationaliste avaient proprement dégommé Thiéry alors qu'ils étaient aux affaires. Dès lors, on imagine mal comment Homans aurait pu procéder autrement...

**«On ne va pas tomber dans le piège à cons du PS et consorts. Ils visent une seule chose: déstabiliser le gouvernement fédéral.»**

UN RESPONSABLE LIBÉRAL



## Questions à

DAMIEN THIÉRY  
*Député MR*

**1** Quel est votre sentiment après la nomination d'un conseiller communal de l'opposition comme bourgmestre de Linkebeek à votre place?

Je dis qu'on assiste à un coup de force antidémocratique et qu'il est grand temps qu'on sache, y compris à l'extérieur des frontières belges, ce qui se passe ici au niveau régional. À ma connaissance, c'est la première fois que cela se passe depuis la Seconde Guerre mondiale, ce genre de pratique.

**2** Vous faites là une comparaison avec la Belgique sous occupation nazie?

Je ne compare rien du tout: j'observe et je recense. Les gens peuvent tirer leurs conclusions.

**3** Vous sentez-vous soutenu ou lâché par le MR?

Je me sens soutenu à 100% par mon président Olivier Chastel, c'est très clair. Nous allons maintenant explorer toutes les voies de recours possibles en Belgique mais aussi en Europe contre cette décision. Nous n'allons pas laisser passer cela. Aller hurler au niveau fédéral ne servirait à rien, c'est du ressort de la Région flamande.